

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2000 — 3376

[C — 2000/27592]

**14 DECEMBRE 2000. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000  
entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux programmes d'immersion linguistique (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est porté assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux programmes d'immersion linguistique.

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 décembre 2000

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil 159 (2000-2001) N<sup>os</sup> 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 14 décembre 2000.

Discussion - Vote.

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française  
relatif aux programmes d'immersion linguistique**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 22 juin 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles;

Considérant que ces dispositions permettent aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la gestion conjointe de services et institutions communs;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle des jeunes un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant qu'il est nécessaire de favoriser l'apprentissage des langues pour les élèves de l'enseignement secondaire à discrimination positive ainsi que pour les régents de l'enseignement supérieur;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Hervé Hasquin, du Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, Pierre Hazette et de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Françoise Dupuis,

et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, J.-Cl. Van Cauwenberghe et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation, M. Arena,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Il est instauré, auprès de la Ministre régionale de l'Emploi et de la Formation, un Fonds d'organisation de programmes d'immersion linguistique à destination des étudiants de l'enseignement de la Communauté française, ci-après dénommé « le Fonds ».

Art. 2. Le Fonds est doté, pour l'année 2000, d'un crédit de 25 millions de francs belges par la Région wallonne.

Les ressources du Fonds sont affectées à l'Enseignement secondaire, à concurrence de 75 % et à l'Enseignement supérieur à concurrence de 25 %.

Art. 3. Le Fonds est destiné à financer :

1° en ce qui concerne l'Enseignement secondaire, toute action visant à favoriser l'apprentissage des langues en immersion pour les écoles à discrimination positive, notamment des stages en Communauté flamande ou germanophone, ou un pays étranger, des échanges de classes ou de professeurs, des échanges culturels...

2° en ce qui concerne l'Enseignement supérieur, les programmes d'échange d'étudiants (régendats), notamment par l'engagement de personnel qui s'occuperait spécifiquement de ces programmes.

Les programmes visés ci-dessus pourront s'inscrire dans le cadre du programme européen SOCRATES (LINGUA).

La Communauté française prendra toutes dispositions nécessaires pour que les actions et programmes susvisés soient assimilés à la fréquentation scolaire classique.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 3, 2°, alinéa 2, des financements complémentaires au Fonds peuvent être recherchés par les Ministres compétents de la Communauté française auprès de tiers et notamment du Fonds social européen, par valorisation du Fonds dans le cadre des Programmes Objectif 1 et 3 (enveloppe Communauté française).

Art. 5. Le Fonds est géré conjointement par un Comité de gestion du Fonds, ci-après dénommé « Comité de gestion ».

Le Comité de gestion est composé de :

1° trois représentants du Gouvernement wallon;

2° trois représentants du Gouvernement de la Communauté française;

3° un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi et un représentant de l'Administration de la Communauté française, avec voix consultative, chacun assurant alternativement le secrétariat.

La présidence du Comité de gestion est assurée alternativement par un des représentants visés à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Art. 6. Le Comité de gestion a pour mission d'approuver les actions et les programmes d'échange qui lui sont soumis à l'initiative des Ministres de la Communauté française compétents. Il établit et soumet son règlement d'ordre intérieur ainsi que les modalités pratiques de son fonctionnement à l'approbation des Gouvernements wallons et de la Communauté française.

Le Comité de gestion établira à l'intention des Gouvernements wallons et de la Communauté française un rapport annuel portant évaluation du présent accord.

Le Comité de gestion prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il est requis une majorité des deux tiers des membres à voix délibérative.

Art. 7. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an tacitement renouvelable selon les modalités prévues par l'accord global de coopération du 22 juin 2000.

Fait à Namur, le 4 juillet 2000 en 5 exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne :

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
Ministre-Président

Mme M. ARENA,  
Ministre de l'Emploi et de la Formation

Pour la Communauté française :

H. HASQUIN,  
Ministre-Président

P. HAZETTE,  
Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres

F. DUPUIS,

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 3376

[C — 2000/27592]

**14 DECEMBER 2000. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de programma's voor taalbadcursussen, gesloten op 4 juli 2000 door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het samenwerkingsakkoord betreffende de programma's voor taalbadcursussen, gesloten op 4 juli 2000 door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, is goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad 159 (2000-2001) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 december 2000.

Bespreking - Stemming.

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap  
betreffende de programma's voor taalbadcursussen**

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134, en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord dat op 22 juni 2000 gesloten werd door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over de financiering van de samenwerking in het kader van gemeenschappelijke beleidsacties, over de Europese Structuurfondsen en de ontwikkeling van cultuurondernemingen;

Overwegende dat die bepalingen de Gemeenschappen en Gewesten in staat stellen samenwerkingsakkoorden aan te gaan die inzonderheid betrekking hebben op het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen;

Overwegende dat de beroepsopleiding van jongeren één van de voornaamste doelstellingen is van het algemeen beleid van economisch herstel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat het aanleren van vreemde talen door leerlingen van het secundair onderwijs met positieve discriminatie alsmede door de regenten van het hoger onderwijs moet worden bevorderd;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van de Minister-President, Hervé Hasquin, van de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren, Pierre Hazette en de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Françoise Dupuis,

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de Minister-President, Jean-Claude Van Cauwenberghe en de Minister van Terwerkstelling en Vorming, Marie Arena,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Er wordt bij de gewestelijke Minister van Tewerkstelling en Vorming een Fonds opgericht voor de organisatie van programma's voor taalbadcursussen ten behoeve van de studenten van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, hierna "het Fonds" genoemd.

Art. 2. Het Waalse Gewest besteedt voor het jaar 2000 25 miljoen BEF aan het Fonds.

De middelen van het Fonds zijn voor 75 % bestemd voor het secundair onderwijs en voor 25 % voor het hoger onderwijs.

Art. 3. De middelen van het Fonds worden aangewend voor de financiering van :

1° wat betreft het secundair onderwijs, elke actie ter bevordering van het aanleren van vreemde talen via taalbadcursussen voor scholen met positieve discriminatie, o.m. via stages in de Vlaamse of Duitstalige Gemeenschap, of in het buitenland, uitwisselingen van klassen of leraren, culturele uitwisselingen,...;

2° wat betreft het hoger onderwijs, de ontwikkeling van programma's voor uitwisselingen van studenten (regentaat), o.m. via de aanwerving van personeelsleden die zich specifiek met deze uitwisselingsprogramma's zouden bezighouden.

De hierboven bedoelde programma's zullen in het kader van het Europese programma SOCRATES (LINGUA) verwezenlijkt worden.

De Franse Gemeenschap zal de nodige maatregelen treffen om alle hierboven vermelde acties en programma's gelijk te stellen met het klassieke schoolbezoek.

Art. 4. Onverminderd artikel 3, 2°, tweede lid, kunnen bijkomende financieringen worden aangevraagd door de bevoegde ministers van de Franse Gemeenschap bij derden en met name bij het Europees Sociaal Fonds via een valorisatie van het Fonds in het kader van de programma's Doelstelling 1 en 3 (budget van de Franse Gemeenschap).

Art. 5. Het Fonds wordt samen beheerd door een Beheerscomité van het Fonds, hierna "Beheerscomité" genoemd.

Het Beheerscomité bestaat uit :

1° drie vertegenwoordigers van de Waalse Regering;

2° drie vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling en een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Franse Gemeenschap met raadgevende stem, die het secretariaat beurtelings waarnemen.

Het Beheerscomité wordt om de beurt voorgezeten door één van de in het tweede lid, 1° en 2° bedoelde vertegenwoordigers.

Art. 6. Het Beheerscomité heeft als opdracht de uitwisselingenacties en -programma's goed te keuren die hem op initiatief van de bevoegde ministers van de Franse Gemeenschap worden voorgelegd. Het stelt het huishoudelijk reglement op en onderwerpt het met de nadere regels van zijn werking aan de goedkeuring van de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap.

Het Beheerscomité zal een jaarlijks verslag betreffende de evaluatie van dit akkoord opmaken voor de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap.

Het Beheerscomité neemt zijn beslissingen bij consensus. Wanneer geen consensus wordt bereikt, is een meerderheid van twee derde van de leden met raadgevende stem noodzakelijk.

Art. 7. Dit akkoord wordt gesloten voor een termijn van één jaar, stilzwijgend verlengbaar volgens de regels bepaald in het globale samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000.

Opgemaakt te Namen, op 4 juli 2000, in 5 originele exemplaren

Voor het Waalse Gewest :

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
Minister-President

Mevr. M. ARENA,  
Minister van Tewerkstelling en Vorming

Voor de Franse Gemeenschap :

H. HASQUIN,  
Minister-President

P. HAZETTE,  
Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren

F. DUPUIS,

Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek